



**Association pour la Formation,
l'Intégration et l'Insertion des
Réfugiés et des Déplacés**

**EVALUATION MULTI-SECTORIELLE
DE LA COMMUNE DE MOZOGO
DANS LE MAYO-TSANAGA**

Aout 2017

SOMMAIRE

I-	<i>HISTORIQUE.....</i>	<i>4</i>
II-	<i>ACCES / SECURITE.....</i>	<i>5</i>
III-	<i>RESULTATS DE L'EVALUATION.....</i>	<i>6</i>
	<i>*SECURITEALIMENTAIRE.....</i>	<i>7</i>
	<i>*SANTE.....</i>	<i>7</i>
	<i>*PROTECTION.....</i>	<i>7</i>
IV-	<i>ACTION HUMANITAIRE A MOZOGO.....</i>	<i>8</i>
V-	<i>PERSPECTIVES</i>	<i>9</i>
VI-	<i>PROPOSITION D' ACTIONS PAR SECTEUR.....</i>	<i>9</i>
	<i>* PROTECTION.....</i>	<i>9</i>
	<i>* NUTRITION.....</i>	<i>9</i>
	<i>* SECURITE ALIMENTAIRE.....</i>	<i>9</i>
	<i>* ABRIS /NFI.....</i>	<i>10</i>

*** WASH.....10**

*** EDUCATION.....10**

*** SANTE.....10**

*** RELEVEMENT PRECOCE.....10**

VII- SOURCES D'INFORMATIONS.....11

EVALUATION MULTI-SECTORIELLE DE LA COMMUNE DE MOZOGO DANS LE MAYO-TSANAGA

I- HISTORIQUE

Depuis les années 2013, les villages situés le long de la frontière Camerouno-Nigériane sont la cible des éléments de Boko-Haram qui, affaiblit par les ripostes conjuguées des armées Camerounaises et Nigérianes, procèdent aujourd'hui par des attaques kamikazes pour atteindre leurs victimes.

Dès lors, des mouvements de ces populations frontalières se sont multipliés suite à la fréquence et à la violence des attaques de la secte, et aux affrontements entre les armées de ces pays respectifs contre les éléments de Boko-Haram : Certains Nigériens ont traversés les frontières pour se cacher au Cameroun voisin, devenant des réfugiés ; d'autres par contre Camerounais vivant dans cette zone, ont migré vers l'intérieur du pays devenant ainsi des Déplacés.

Dans le département du Mayo-Tsanaga en général et dans l'arrondissement de Mozogo en particulier, on retrouve ces deux groupes de population, le second étant le plus important en nombre.

Parallèlement et selon les déclarations du Sous-Préfet de Mozogo, un troisième groupe s'est ajouté depuis le début de cette année, groupe constitué des ex-otages Boko-Haram qui, par contre, s'est rendu directement à la Sous-

préfecture de Mozogo dès son arrivée, et a été directement pris en charge par les autorités de la place en les enregistrant, les logeant et les nourrissant... selon les moyens de bord dont elles disposaient.

Tous ces trois groupes se composent de la même façon : environ 2/3 de la population étant les enfants, au moins 59% du reste de la population sont des femmes et 41% des hommes, parmi lesquels se trouvent quelques personnes âgées. Ils ont aussi les mêmes problèmes : nutrition, abris, santé, éducation, problèmes fonciers et même des biens non alimentaires peut-être à des degrés différents.

Mais au vu de la gravité de la situation le Sous-Préfet de Mozogo pense qu'il faille agir plus rapidement et efficacement pour sauver ces âmes qui vivent dans une promiscuité et un stress sans équivoque surtout pour les 378 ex-otages Boko-Haram qui sont logés dans un site de moins d'un hectare de surface qui n'a qu'une seule salle et une dépendance pour leur hébergement. Il nous a été permis de visiter les lieux sans faire des photos ni d'interview à ces occupants. C'est une situation indescriptible et très déplorable.

II- ACCES / SECURITE

Mozogo est situé à 31 km vers le Nord-ouest de Mokolo et 12 km de Koza.

La structure géologique de la route présente deux aspects :

- De Mokolo à Koza la route est caillouteuse.
- De Koza à Mokolo elle est argileuse et boueuse.

L'utilisation des véhicules 4*4 est conseillée surtout pendant la saison de pluies.

Bien que l'axe Mokolo-Mozogo reste fréquenté par des véhicules, camions, motos et même par des passants, on y trouve aussi des comités de vigilances qui contrôlent les entrées et sortis dans les villages ainsi que les forces de l'ordre et les forces armées militaires.

III- RESULTATS DE L'EVALUATION

Sur une population totale de 48 000 habitants, Mozogo compte 26 871 personnes déplacées internes, 378 ex-otages Boko-Haram et un certain nombre de réfugiés dont le recensement initié par l'UNHCR est en cours d'après le Sous-Préfet dudit arrondissement.

NB : L'évaluation étant faite sur la situation la plus préoccupante des 378 ex-otages, projection sera faite sur le reste des PDI's de la zone puisque toutes ces populations ont les mêmes problèmes.

- Logés dans la salle de fête de la sous-préfecture avec une dépendance dans la même enceinte, le site qui abrite les 378 ex-otages Boko-Haram a une superficie inférieure à un hectare. Cette salle de forme circulaire mesure environ 250m² de surface et est la principale dans laquelle dorment tous les 250 enfants. Les femmes et les hommes occupent la dépendance et le couloir de cette salle dans laquelle se trouvent leurs biens essentiels aux alentours du mur et des matériaux de construction au centre.

Par manque d'espace plusieurs personnes dorment dehors.

- Les deux latrines construites avant leurs arrivées sont archis pleines, ce qui favorise la défécation à l'air libre.

- Ces 378 ex-otages ont accès à l'eau à travers un forage près du domicile du Sous-Préfet qui ne peut satisfaire tous ce monde.
- Près de 238 enfants ex-otages Boko-Haram ont besoins de scolarité et depuis deux ans ne sont pas à l'école.
- Malgré le soutien communal, familial et même celui apporté aux enfants par l'UNICEF et ALDEPA, le secteur nutrition a besoin d'un renfort.

SECURITE ALIMENTAIRE

- Ces ex-otages ont aussi besoin de terres cultivables, ce qui reste une préoccupation pour le Sous-Préfet ; encore faut-il les trouver à proximité de ce site et permettre à ces derniers de s'y rendre car leurs mouvements restent contrôlés.

SANTE

- Le centre de santé de Mozogo reste celui dont les ex-otages sont autorisés d'y accéder ; le Sous-Préfet déplore la qualité des lits ainsi que le manque de literie et l'insuffisance des médicaments.

PROTECTION

- Pour les autorités, le risque est grand pour ces ex-otages d'être des indices et même servir de ravitaillement pour les éléments de la secte Boko-Haram ce qui explique la restriction de leur liberté par des visites uniquement dans le site.
- La plupart ou presque tous les enfants manquent de documents d'identité ne serait-ce que pour leur inscription à l'école.

- Plusieurs parents aussi sont en manque de ces documents par conséquent ne sauraient jouir de leurs droits de citoyenneté.
- La promiscuité augmente le risque d'exploitation et d'abus.
- La présence du corps en charge du contrôle de ces ex-otages peut aussi constituer un risque pour les abus et les violences basées sur le genre.

IV ACTION HUMANITAIRE A MOZOGO

D'après le Sous-Préfet de Mozogo certaines agences de l'ONU à l'instar de l'UNICEF sont passées et, ont pris l'engagement d'encadrer les enfants surtout ceux des ex-otages Boko-Haram par rapport à leur éducation dès la rentrée scolaire prochaine.

L'UNICEF en collaboration avec son partenaire local ALDEPA, mènent déjà des actions de soutien psycho-social et nutritionnel permettant aux enfants de sortir du traumatisme qu'ils ont vécu.

Le HCR par contre mène un programme de recensement des Réfugiés dans la zone depuis le 17 Aout dernier, date du début de recensement et, on ne saurait avancer les chiffres avant la fin de leur travail.

Certaines Organisations internationales à exemple de LWF ont réhabilité quelques forages et remis une caisse de pièces de rechange à la mairie de Mozogo...

L'église catholique creuse de nouvelles latrines dans le site de la sous-préfecture au profit de ces 378 ex-otages.

V- PERSPECTIVES

L'action humanitaire ne concerne pas uniquement le site de la Sous-Préfecture de Mozogo car en plus des 378 ex-otages logés dans ce site, Mozogo compte 26871 déplacés répartis dans les deux communes de l'arrondissement :

- La commune de MOSKOTA avec près de 11000 PDI's
- La commune de MOZOGO avec 16000 PDI's.

Il est vrai que l'action immédiate attendue est celle des ex-otages logés dans le site de la Sous-Préfecture mais il en demeure pas moins qu'à moyen terme une autre action doit être envisagé dans cette zone où le nombre de déplacés est supérieur à celui de la population hôte étant donné que la population totale est de 48000 habitants environ.

La redondance des attaques kamikazes des éléments Boko-Haram amoindrie les possibilités de retour de ces populations vers leur zone d'origine il faut par conséquent leur permettre de vivre en attendant le retour de la paix.

VI- PROPOSITION D' ACTIONS PAR SECTEUR

*** PROTECTION**

- Reconnaître le statut de chacune des victimes et les enregistrer.
- Produire les documents d'identification.
- Etablir un programme d'accompagnement de leur réintégration.

*** NUTRITION**

- Distribuer la ration mensuelle ou trimestrielle aux familles des victimes.

*** SECURITE ALIMENTAIRE**

-Trouver des terres cultivables aux ex-otages et aux PDI's.

*** ABRIS /NFI**

-Construire des abris et des tentes communes dans le site.

-Distribuer les biens essentiels dans le site.

*** WASH**

-Construire des latrines et des douches dans le site.

- Sensibiliser pour une bonne application des règles d'hygiène.

*** EDUCATION**

-Prendre en charge dès la rentrée prochaine 2017/2018 les 238 enfants ex-otages en âge de scolarité.

*** SANTE**

- Fournir les médicaments et équiper le centre de santé intégré de Mozogo.

- prendre en charge les malades victimes de la crise.

*** RELEVEMENT PRECOCE**

-Pour éviter que les ex-otages ne retombent dans leurs anciennes pratiques à cause de l'oisiveté, développer des AGR pour les rendre financièrement autonomes (champ communautaire etc.)

-Créer des AGR pour les femmes et les filles (moulins communautaires, petits commerces etc.)

-Accompagner les jeunes dans des activités sportives / former dans les petits métiers.

-Créer des activités à haute intensité de main-d'œuvre.

NB : Ces actions devront s'étendre dans les différents villages de la commune de Mozogo.

VI- SOURCES D'INFORMATIONS

La Sous-Préfecture par le biais de :

Sous-Préfet de Mozogo

Nom : Mr Julien Martial Asse

Tel : 663 319 098/677 466 294

Chef de bureau des Affaires Administratives,

Juridiques et Politiques

Nom : Mr Yougouda Dieudonné

Tel : 672 212 141/664 491 540

CONTACTS :

Coordonnateur

Nom : Messina Rosine Blanche

Tel : 678781764/656528445

Superviseur

Nom : Baketa Joseph

Tel : 677 601 897/694 395 368

